

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2279

27 août 2015

SOMMAIRE

1640 Investment 3 S.à r.l.	109352	Opalys S.A.	109351
Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg IIA	109376	OXEA FINANCE & Cy S.C.A.	109351
AIV SA	109353	Oxea S.à r.l.	109352
Baracoa S.à r.l.	109351	Pamiga Finance S.A.	109353
BDP International S.à r.l.	109349	Pathway Finance	109385
Becky S.A.	109349	PIT D Lux S.à r.l.	109373
Belcada (Luxembourg) Spf S. à r.l.	109351	P.L.T. s.à r.l.	109352
BP C Lux 1 S.à r.l.	109350	Premier Cru Multi Investments	109392
Bulb S.à r.l.	109350	ProLogis European Holdings XVII S.à r.l. ...	109346
Centrum Poznan S.A.	109347	ProLogis UK CC S.à r.l.	109347
Centrum Warta S.A.	109353	Reynolds Group Issuer (Luxembourg) S.A.	109349
CEP III Chase S.à r.l.	109346	Servimat S.A.	109346
CETP II Imola Finance S.à r.l.	109362	Servimat S.A.	109346
EF Investments (Luxembourg) S.à r.l.	109348	Silver Corporate Capital	109347
Elzara S.à r.l.	109348	Silver II GP Holdings S.C.A.	109358
eOffice Invest S.A.	109352	Skipper Holdings S.à r.l.	109384
Filauro Giuseppe Sàrl	109348	Société de Financement des Risques Industriels	109350
Fondation Crèche de Luxembourg	109354	Sophielux 2	109350
Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung	109385	Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à.r.l.	109363
GT Multi Alternative	109347	Synapse Logistique Luxembourg	109385
"Icasa S.à r.l."	109353	Tampico S.à r.l.	109348
Irocy Finance S.à r.l.	109384	Tasty Strategies S.A.	109348
Jezara Holding S.A.	109346	Triumvirate III S.à r.l.	109347
Kensington Italy Retail Holdco S.à r.l.	109356	Zantek Capital S.A.	109384
Miremar S.A.	109392		

ProLogis European Holdings XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 137.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015109639/9.

(150118889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Servimat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 33, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 36.812.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109739/10.

(150118944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Servimat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 33, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 36.812.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109740/10.

(150119057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

CEP III Chase S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 179.090.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juillet 2015.

CEP III Chase S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015112967/12.

(150121141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Jezara Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 158.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue JF Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015113276/13.

(150121786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

ProLogis UK CC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 102.108.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015109640/9.

(150118898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Silver Corporate Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5376 Üebersyren, 25, rue de Beyren.

R.C.S. Luxembourg B 178.888.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109744/10.

(150119594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Triumvirate III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.673.

—
Par la présente, je suis au regret de vous annoncer ma décision de démissionner de mes fonctions de gérant de votre société et ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Nicolas MILLE.

Référence de publication: 2015109787/10.

(150119026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Centrum Poznan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 123.442.

—
Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Centrum Poznan S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015112931/12.

(150121085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

GT Multi Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 141.909.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Pour GT MULTI ALTERNATIVE

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015113185/13.

(150121654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Tasty Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 131.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015112683/9.

(150120447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

EF Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 148.103.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015113062/10.

(150121059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Filauro Giuseppe Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 42, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.607.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015112165/10.

(150120573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Tampico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 168.871.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2015112681/11.

(150119939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Elzara S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 189.642.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales du 30 juin 2015 que la société BOSFIN Luxembourg S.à r.l. avec siège social à 2, avenue Charles de Gaulle, L-2535 Luxembourg, immatriculée auprès du RCSL sous le numéro B 183.636, a cédé 125 parts sociales de la société ELZARA S.à r.l. à la société BOSFIN S.A. avec siège social à 19 square Vergote, B-1200 Bruxelles, immatriculée auprès du RCB sous le numéro 602.549.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Gérant

Référence de publication: 2015113069/14.

(150120999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Becky S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 141.215.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 18 juin 2015 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un an.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Mark HOLDEN
- Monsieur Jean HOFFMANN
- Monsieur Marc KOEUNE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015112108/17.

(150120443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Reynolds Group Issuer (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 148.957.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 12 juin 2015 que:

- Messieurs Olivier Dorier, Hermann-Günter Schommarz et Carl John Getz ont été reconduits dans leurs mandats de membres du Conseil d'Administration de la Société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

- PricewaterhouseCoopers S.à r.l. dont le siège social est sis au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, a été reconduit dans son mandat de réviseur d'entreprises agréé des comptes annuels de la Société pour l'exercice social qui se terminera le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 6 juillet 2015.

Pour la Société

Un administrateur

Référence de publication: 2015113559/18.

(150122332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

BDP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 182.819.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 juin 2015 que:

- Monsieur Robert W. Adriaansen a démissionné de son poste de membre de classe A de la Société et ce avec effet immédiat.

- Madame Corinne Sophie Shim Muller, née à Seoul, Corée du Sud, le 15 octobre 1976, ayant son adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de classe A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

- Monsieur Johannes Andries van den Berg, né à Pijnacker, Pays-Bas, le 28 décembre 1979, ayant son adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de classe A de la Société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112106/19.

(150120412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Sophielux 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 173.828.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015113667/9.
(150120962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

BP C Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 179.219.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015112123/10.
(150120414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Bulb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6235 Beidweiler, 26, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 78.394.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015112915/12.
(150121725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

SOFIRI, Société de Financement des Risques Industriels, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 26.550.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 19 juin 2015

L'Assemblée décide de reconduire le mandat des Administrateurs suivants:

M. Markus HOFER,

M. Robert TUTCHENER,

M. Vic PANNUZZO,

Mrs Sophie VANDEVEN.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

L'assemblée décide de nommer Réviseur Indépendant de la société

Grant Thornton Lux Audit S.A.

89A Pafebruch

L-8308 CAPELLEN

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social au 31 décembre 2015.

Pour la société SOFIRI

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015113659/23.

(150122003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Baracoa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 171.383.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08. Juillet 2015.

Référence de publication: 2015112856/10.

(150121036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

OXEA FINANCE & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 153.693.

AUSZUG

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 08.07.2015.

Für die Gesellschaft

Der Beauftragte

Référence de publication: 2015113495/13.

(150121908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Belcada (Luxembourg) Spf S. à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 100.233.

EXTRAIT

En date du 22 juin 2015, les associés de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Gulcin Tekes comme gérant de la société avec effet au 30 juin 2015;
- Nomination de Shira Becker-Alon, née le 30 septembre 1977 à Tel Aviv, en Israël, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant de la société avec effet au 30 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112858/15.

(150122422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Opalys S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 115.133.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 19 mars 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société anonyme

OPALYS SA, dont le siège social à L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy a été dénoncé en date du 22 janvier 2010.

Ce même jugement a dit que les frais sont à charge des actionnaires.

Pour extrait conforme

Maître Carmen RIMONDINI

Le liquidateur

Référence de publication: 2015113487/16.

(150121102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

eOffice Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 90.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

eOFFICE INVEST S.A.

Référence de publication: 2015111971/10.

(150120128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

1640 Investment 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 185.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015111966/10.

(150119821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Oxea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 872.664,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 122.023.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 08.07.2015.

Für die Gesellschaft

Der Beauftragte

Référence de publication: 2015113498/12.

(150121912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

P.L.T. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5532 Remich, 17, rue Enz.
R.C.S. Luxembourg B 196.192.

En date du 15 juin 2015, a eu lieu la cession de parts sociales suivante:

Monsieur DA SILVA NEVES CARLOS, comptable, né à Esch-sur-Alzette le 19 novembre 1985, demeurant à L-4222 Esch-sur-Alzette, 274 rue de Luxembourg, a cédé ses cinq (5) parts sociales lui appartenant à Madame Tania HUTSCH, vendeuse, née à Esch-sur-Alzette, le 11 avril 1989, demeurant à L-5687 Dalheim, 15A, Hossegaass.

Monsieur Carlos DA SILVA NEVES démissionne de son poste de gérant technique et n'est plus associé dans la société.

Madame Tania HUTSCH a été nommé au poste de gérante technique.

Madame Marie-Louise WIRTZ, née le 24/04/1962 à Esch-sur-Alzette, demeurant à D-66706 Perl, Allemagne, a été nommé au poste de gérante administrative.

La société est valablement engagée par la signature individuelle d'une des deux gérantes.

Par suite de la prédite cession, la répartition des parts sociales s'établit comme suit:

- Madame Marie-Louise WIRTZ	85 parts sociales
- Madame Tania HUTSCH	15 parts sociales
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113502/22.

(150122305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Pamiga Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 169.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015109651/9.
(150118951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

"Icasa S.à r.l.", Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 189.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La gérance

Référence de publication: 2015111972/10.
(150120904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Centrum Warta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 188.766.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Centrum Warta S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015112932/12.
(150121205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

AIV SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 127.762.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ajournée des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 30 juin 2015
(l'"Assemblée")*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des personnes suivantes en tant qu'administrateurs de catégorie A de la Société avec effet au 25 mars 2015 pour une période de 6 ans. Le mandat des administrateurs sera renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2021:

- Hinnerk Koch, administrateur de sociétés, né le 15 mars 1963 à Brême, Allemagne, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- Alain Koch, administrateur de sociétés, né le 13 août 1965 à Esch-sur-Alzette, Luxembourg, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- Danielle Delnoije, administrateur de sociétés, né le 14 Février 1974 à Sittard, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

A Luxembourg, le 30 juin 2015.
Pour extrait conforme
Signatures
L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015112044/23.
(150120902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Fondation Crèche de Luxembourg, Fondation.
Siège social: L-1123 Luxembourg, 12, Plateau Altmünster.
R.C.S. Luxembourg G 144.

—
Comptes 2013

Budget 2014

Bilan au 31 décembre 2013
Pertes et profits au 31 décembre 2013

G144

Budget 2014

Recettes		Dépenses	
Cotisations parentales:	380.000€	Dépenses salariales:	1.200 000€
		Dépenses de fonctionnement courant	130.000€
Participation de l'Etat	950.000€		
Total des recettes	<u>1.330 000€</u>	Total des dépenses	<u>€ 1 330 000,00</u>

Bilan au 31 décembre 2013

ACTIF	31.12.13	31.12.12
	EUR	EUR
Actif Immobilisé		
Immobilisations Corporelles	2,324	1,328
Actif Circulant		
1. Créances		
Créances Clients / Usagers Foyer Jour	53,329	56,355
Créances envers des établissements de crédit		1,425
Autres créances à recevoir	1,252	0
Subvention Ministère de la Famille à recevoir		0
Etat et autre Collectivités		318
2. Valeurs Mobilières		
Assurances	909,780	880,803
Valeurs Mobilières	135,956	196,675
3. Avoirs en Banque		
C.C.P.	101,073	118,510
Banque de Luxembourg	780,211	574,918
Caisse	222	11
Comptes de Régularisation		
Charges à reporter	2,011	584
	<u>1,986,158</u>	<u>1,830,928</u>
PASSIF		
Capitaux propres		
Fonds Social	949,533	949,533
Réserve	1,176	711
Résultat reporté	787,078	752,541
Résultat de l'exercice	-28,561	34,537
Dettes		
Dettes sur achats et prestations	8,257	8,818
Subvention Ministère de la Famille à rembourser	226,302	37,175
Etat et autres Collectivités	1,752	0
Dettes au titre de la Sécurité Sociale	28,460	38,406
Salaires à payer	12,160	7,286
Comptes de Régularisation		
Produits à reporter		1,920
	<u>1,986,158</u>	<u>1,830,928</u>

Pertes et profits au 31 décembre 2013

112147	31.12.13	31.12.12
CHARGES	EUR	EUR
Achats		
Energie	20,675	17,674
Alimentation	34,600	34,662
Frais d'hygiène	6,294	4,346
Pédagogie / animation	15,866	6,495
Langes	5,132	4,858
Électroménager et petit équipement	7,573	7,038
Frais médicaux et hygiène enfants	4,207	7,340
Informatique	754	2,695
Services extérieurs		
Assurance	2,428	2,389
Formation et divers	3,315	1,968
Contrats de maintenance	4,391	6,094
Autres services extérieurs		
Honoraires consultants externes	3,831	2,660
Frais bancaires	732	784
Frais de communication	4,769	6,256
Impôts, taxes et versements		
Frais administratifs	165	165
Charges de personnel		
Salaires	1,043,468	996,633
Cotisations sociales	152,668	147,144
Autres charges d'exploitation		
Pertes sur créances irrécouvrables	832	
Charges financières		
Autres charges financières	397	456
Variation moins valeur non réalisée sur Or	60,719	
Dotations aux corrections de valeur		
Correction de valeur mobilière	232	221
Charges exceptionnelles	121	1,330
Résultat de l'exercice	<u>-28,561</u>	<u>34,537</u>
	1,344,608	1,285,746
PRODUITS		
Subventions d'exploitation		
Ministère de la Famille	839,327	844,799
Dons Associations	-	1,000
Autres produits d'exploitation		
Remboursements sur salaires	63,075	55,536
Autres produits d'exploitation	1,290	1,091
Contributions parentales	400,714	344,566
Produits financiers		
Intérêts comptes courants et dépôt à terme	6,531	11,872
Variation plus-value non réalisée sur Or		7,013
Assurance La Luxembourgeoise	19,339	19,593
Produits exceptionnels	4,682	277
	<u>1,334,959</u>	<u>1,285,746</u>

Notes aux comptes

Principe de valorisation

Les valeurs mobilières (point 2 de l'actif circulant) sont évaluées à leur valeur liquidative.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.
 Les immobilisations corporelles sont amorties sur une base linéaire selon leur durée de vie approximative.
 Autres installations, outillage et mobilier 4-10 ans
 A l'attention du Conseil d'Administration Crèche de Luxembourg
 Plateau Altmunster, 11
 L-1123 Luxembourg

Rapport du commissaire aux comptes

Conformément aux dispositions légales et statutaires, j'ai l'honneur de vous rendre compte de l'exécution, pour l'exercice 2013, du mandat de commissaire aux comptes que vous avez bien voulu me confier.

Par analogie avec le régime des sociétés anonymes holding, j'ai effectué ma mission sur base de l'article 62 de la loi modifiée du 10 août 1915.

J'ai constaté que les comptes annuels de la Crèche de Luxembourg («la Crèche»), dont la somme bilantaire au 31 décembre 2013 s'élève à EUR 1,986,158 et le résultat de l'exercice du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 à EUR -28,561 (perte), sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui m'ont été soumises. Nous avons, cependant, des remarques à formuler sur les comptes annuels.

A l'issue de notre contrôle, nous avons constaté un problème de séparation des exercices. En effet, le décompte du Centre Commun de la Sécurité Sociale de décembre 2013 (reçu en février 2014) mentionne un remboursement de la mutualité. Ce remboursement s'élevant à EUR 10,444 a été comptabilisé sur l'exercice 2014 bien qu'il se rapporte à l'exercice 2013.

Par ailleurs, concernant le contrat d'assurance vie «La Luxembourgeoise» enregistré comme participation à l'actif du bilan, nous avons noté que l'évaluation a été faite sur base d'un relevé au 8 juillet 2014 et non au 31 décembre 2013.

De fait l'actif est surévalué au 31.12.2013 de EUR 9,074.

Nous estimons que l'effet net sur les comptes annuels de ces deux éléments non corrigés ne sont pas significatifs, au regard des comptes annuels pris dans leur ensemble.

Je souhaite enfin attirer votre attention sur la variation du cours de l'or en 2013.

En effet, celui-ci ayant chuté de plus de 30% pendant l'année, a entraîné une perte de EUR 60,719 pour la Crèche.

Le 13 mai 2015.

Vinciane Istace.

Référence de publication: 2015112146/136.

(150119960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Kensington Italy Retail Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.601.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of June.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Kensington Italy Retail Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 197.452 (the "Sole Shareholder"),

represented by Me Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 26 June 2015 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Kensington Italy Retail Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 197.601 (the "Company"), incorporated on 5th June 2015, pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The articles of association of the Company have not yet been amended.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The item on which a resolution is to be taken is as follows:

“Amendment of the current accounting year which has started on 5th June 2015 and shall terminate on 30th June 2015. The following accounting year shall begin on 1st July 2015 and end on 31st December 2015. Consequential amendment of Article 11 of the articles of association of the Company follows: The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 30th June 2015 and the following accounting year shall begin on 1st July 2015 and end on 31st December 2015.”

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the current accounting year of the Company which has started on 5th June 2015 and shall terminate on 30th June 2015. The following accounting year shall begin on 1st July 2015 and end on 31st December 2015.

Consequently, the Sole Shareholder resolved to amend Article 11 of the articles of association of the Company as set forth in the above agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,500.-

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunundzwanzigsten Juni.

Vor Uns, Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Kensington Italy Retail Pledgeco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 197.452, (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde am 26. Juni 2015,

als Alleiniger Gesellschafter der Kensington Italy Retail Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, unter der Nummer B 197.601 (die «Gesellschaft»), gegründet am 5. Juni 2015 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»).

Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Die Erschienene gibt, in Ausübung ihres obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Der Punkt über den ein Beschluss getroffen werden soll ist der folgende:

„Änderung des aktuellen Geschäftsjahres, welcher am 5. Juni begonnen hat und am 30. Juni 2015 endet. Das folgende Geschäftsjahr beginnt am 1. Juli 2015 und endet am 31. Dezember 2015. Abänderung von Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat: Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, welcher am Tag der Gründung beginnen soll und am 30. Juni 2015 enden soll und das folgende Geschäftsjahr soll am 1. Juli 2015 beginnen und am 31. Dezember 2015 enden.“

Danach wurde der folgende Beschluss vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Alleiniger Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hat beschlossen das aktuelle Geschäftsjahr der Gesellschaft zu ändern, welches am 5. Juni begonnen hat und am 30. Juni 2015 endet. Das folgende Geschäftsjahr beginnt am 1. Juli 2015 und endet am 31. Dezember 2015.

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 11 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden geschätzt auf ungefähr EUR 1.500,-

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene Partei hat dieselbe mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/20208. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 07. Juli 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015112309/103.

(150120185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Silver II GP Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 173.238.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of June.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Silver II GP Holdings S.C.A. (the "Company"), a société en commandite par actions having its registered office at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary on 30th November, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (the "Mémorial") Nr. C-139 of 19th January 2013. The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time on 23rd May 2014 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial, Nr. C-2027, of 1st August 2014.

The meeting was presided by Me Maryline Esteves, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Me Clémence PERSONNE, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) The shareholders represented and the number of shares held are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

II) It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present meeting and that the shareholders declare having been duly informed of the agenda so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

A. Reduction of the issued share capital of the Company from one hundred two thousand nine hundred twenty-nine US dollars and fifty-four cents (USD 102,929.54) by an amount of two US dollars and twenty-four cents (USD 2.24) to one hundred and two thousand nine hundred and twenty-seven US dollars and thirty cents (USD 102,927.30) by means of the repurchase of twenty-eight (28) shares of each classes A-3 to H-3, each having a nominal value of USD 0.01. from Mr. James MacLean, shareholder of the Company, and the subsequent cancellation of twenty-eight (28) shares of each classes A-3 to H-3, each having a nominal value of USD 0.01. at an aggregate repurchase price of twenty-nine thousand one hundred and twenty US dollars (USD 29,120) and payment of such repurchase price to Mr. James MacLean.

B. Amendment of Article 5 of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“The issued share capital of the Company is set at one hundred and two thousand nine hundred and twenty-seven US dollars and thirty cents (USD 102,927.30) represented by ten million two hundred ninety-two thousand seven hundred and thirty (10,292,730) shares, divided into:

(i) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty (1,253,620) class A limited shares (the “Class A Shares”), themselves divided into six hundred twenty-four thousand nine hundred ninety-nine (624,999) class A-1 limited shares, six hundred twenty-four thousand nine hundred ninety-nine (624,999) class A-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class A-3 limited shares,

(ii) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class B limited shares (the “Class B Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class B-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class B-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class B-3 limited shares,

(iii) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class C limited shares (the “Class C Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class C-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class C-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class C-3 limited shares,

(iv) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class D limited shares (the “Class D Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class D-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class D-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class D-3 limited shares,

(v) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class E limited shares (the “Class E Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class E-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class E-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class E-3 limited shares,

(vi) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class F limited shares (the “Class F Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class F-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class F-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class F-3 limited shares,

(vii) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class G limited shares (the “Class G Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class G-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class G-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class G-3 limited shares,

(viii) one million two hundred fifty-three thousand six hundred twenty-two (1,253,622) class H limited shares (the “Class H Shares”), themselves divided into six hundred twenty-five thousand (625,000) class H-1 limited shares, six hundred twenty-five thousand (625,000) class H-2 limited shares and three thousand six hundred twenty-two (3,622) class H-3 limited shares,

(ix) one hundred thirty-one thousand eight hundred seventy-seven (131,877) class I limited shares (the “Class I Shares”), themselves divided into twenty-six thousand three hundred seventy-seven (26,377) class I-1 limited shares, fifty-two thousand seven hundred fifty (52,750) class I-2 limited shares and fifty-two thousand seven hundred fifty (52,750) class I-3 limited shares,

(x) one hundred thirty-one thousand eight hundred seventy-seven (131,877) class J limited shares (the “Class J Shares”), themselves divided into twenty-six thousand three hundred seventy-seven (26,377) class J-1 limited shares, fifty-two thousand seven hundred fifty (52,750) class J-2 limited shares and fifty-two thousand seven hundred fifty (52,750) class J-3 limited shares, and

(xi) two (2) management shares (the “Management Shares”),

each with a nominal value of one US cent (USD 0.01) (the limited shares being collectively referred to as the “Limited Shares” and together with the Management Shares as the “shares”) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation. For the avoidance of doubt, any numbered series or subdivision of a class of Limited Shares shall not be considered as a class of Limited Shares of its own for any purpose.

The authorized un-issued share capital of the Company is set at an additional seven hundred US dollars and sixteen cents (USD 700.16) represented by additional seventy thousand sixteen (70,016) limited shares, divided into:

thirty-five thousand eight (35,008) Class I Shares (the “Unallocated Class I Shares”), and thirty-five thousand eight (35,008) Class J Shares (the “Unallocated Class J Shares”, and, together with the Unallocated Class I Shares, the “Unallocated Class I/J Shares”),

each with a nominal value of one US cent (USD 0.01) and any of which may be divided into additional series or subgroups.

The authorization of the Unallocated Class I/J Shares (and any authorization granted to the Manager in relation thereto) shall be valid until the fifth anniversary of the date of publication of the deed of the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 22 November 2013 in the Mémorial.

The Manager, or any delegate(s) duly appointed by the Manager, may from time to time issue Unallocated Class I/J Shares within the limits of the authorized un-issued share capital against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Manager or its delegate(s) may in its or their discretion resolve without reserving any preferential subscription rights to existing shareholders. The shareholders authorize the Manager to waive, suppress or limit any preferential subscription rights of shareholders provided for by law to the extent it deems such waiver, suppression or limitation advisable for any issue or issues of Unallocated Class I/J Shares within the authorized un-issued share capital.

Any available share premium shall be freely distributable and shall not be attached to a particular class or category of shares.

The Management Shares shall be held by Silver II GP S.à r.l. being the unlimited liability shareholder (“Unlimited Liability Shareholder”) and Manager of the Company.”

Consequently the shareholders have passed the following resolutions unanimously:

First resolution

The meeting resolved to approve the reduction of the issued share capital of the Company from one hundred two thousand nine hundred twenty-nine US dollars and fifty-four cents (USD 102,929.54) by an amount of two US dollars and twenty-four cents (USD 2.24) to one hundred and two thousand nine hundred and twenty-seven US dollars and thirty cents (USD 102,927.30) by means of the repurchase of twenty- eight (28) shares of each classes A-3 to H-3, each having a nominal value of USD 0.01. from Mr. James MacLean, shareholder of the Company, and the subsequent cancellation of twenty-eight (28) shares of each classes A-3 to H-3, each having a nominal value of USD 0.01. at an aggregate repurchase price of twenty-nine thousand one hundred and twenty US dollars (USD 29,120) and payment in cash of such repurchase price to Mr. James MacLean.

Second resolution

The meeting resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company as stated under item B of the agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its reduction of share capital are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100,.).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de juin.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Silver II GP Holdings S.C.A. (la «Société»), une société en commandite par actions ayant son siège social au 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné le 30 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro C-139 du 19 janvier 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 23 mai 2014 par acte notarié du notaire soussigné, publié au Mémorial, numéro C-2027 du 1^{er} août 2014.

L'assemblée a été présidée par Me Maryline Esteves, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et l'assemblée a élu comme scrutateur Me Clémence PERSONNE, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) Les actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur la liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné.

II) Il appert de la liste de présence que la totalité du capital social est représentée à la présente assemblée et que les actionnaires déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour, permettant ainsi à la présente assemblée d'être régulièrement constituée et de statuer valablement sur tous les points inscrits à l'ordre du jour énoncé ci-dessous:

A. Réduction du capital social émis de la Société de cent deux mille neuf cent vingt-neuf US dollars et cinquante-quatre cents (USD 102.929,54) pour un montant de deux US dollars et vingt-quatre cents (USD 2,24) pour le porter à cent deux mille neuf cent vingt-sept US dollars et trente cents (USD 102.927,30) par le rachat de vingt-huit (28) actions de chaque classe de A-3 à H-3, toutes ayant une valeur nominale de USD 0,01. de M. James MacLean, actionnaire de la Société, et l'annulation subséquente de vingt-huit actions de chaque classe de A-3 à H-3, chacune ayant une valeur nominale de USD

0,01. à un prix total de vingt-neuf mille cent vingt US dollars (USD 29.120) et paiement d'un tel prix de rachat à M. James MacLean.

B. Modification de l'article 5 des statuts de la Société qui se lira comme suit:

«Le capital social émis de la Société est fixé à cent deux mille neuf cent vingt-sept US dollars et trente cents (USD 102.927,30) représenté par dix millions deux cent quatre-vingt-douze mille sept cent trente (10.292.730) actions divisées en:

(i) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt (1.253.620) actions de commanditaire de classe A (les «Actions de Classe A»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (624.999) actions de commanditaire de classe A-1, six cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (624.999) actions de commanditaire de classe A-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe A-3,

(ii) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire de classe B (les «Actions de Classe B»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe B-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe B-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe B-3,

(iii) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire de classe C (les «Actions de Classe C»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe C-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe C-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe C-3,

(iv) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire de classe D (les «Actions de Classe D»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe D-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe D-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe D-3,

(v) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire de classe E (les «Actions de Classe E»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe E-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe E-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe E-3,

(vi) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire de classe F (les «Actions de Classe F»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe F-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe F-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe F-3,

(vii) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire classe G (les «Actions de Classe G»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe G-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe G-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe G-3,

(viii) un million deux cent cinquante-trois mille six cents vingt-deux (1.253.622) actions de commanditaire classe H (les «Actions de Classe H»), elles-mêmes divisées en six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe H-1, six cent vingt-cinq mille (625.000) actions de commanditaire de classe H-2 et trois mille six cent vingt-deux (3.622) actions de commanditaire de classe H-3,

(ix) cent trente et un mille huit cent soixante-dix-sept (131.877) actions de commanditaire classe I (les «Actions de Classe I»), elles-mêmes divisées en vingt-six mille trois cent soixante-dix-sept (26.377) actions de commanditaire de classe I-1, cinquante-deux mille sept cent cinquante (52.750) actions de commanditaire de classe I-2 et cinquante-deux mille sept cent cinquante (52.750) actions de commanditaire de classe I-3,

(x) cent trente et un mille huit cent soixante-dix-sept (131.877) actions de commanditaire classe J (les «Actions de Classe J»), elles-mêmes divisées en vingt-six mille trois cent soixante-dix-sept (26.377) actions de commanditaire de classe J-1, cinquante-deux mille sept cent cinquante (52.750) actions de commanditaire de classe J-2 et cinquante-deux mille sept cent cinquante (52.750) actions de commanditaire de classe J-3,

(xi) deux (2) actions de commandité (les «Actions de Commandité»), d'une valeur nominale d'un centime de US dollar (0,01 USD) chacune (les actions de commanditaire étant ensemble désignées comme les «Actions de Commanditaire», et avec les Actions de Commandité, comme les «actions») et assorties des droits et obligations tels qu'énoncés dans les présents statuts. Afin d'éviter toute ambiguïté, aucune série ou sous-division énumérée d'une classe d'Actions de Commanditaire ne sera considérée comme une classe d'Actions de Commanditaire en soi pour quelque usage que ce soit.

Le capital social autorisé mais non émis de la société est fixé à un montant supplémentaire de sept cent US dollars et seize cents (USD 700,16) représenté par soixante-dix mille seize (70.016) actions de commanditaire supplémentaires, divisées en: trente-cinq mille huit (35.008) Action de Classe I (les «Actions de Classe I Non Allouées»), et trente-cinq mille huit (35.008) Action de Classe J (les «Actions de Classe J Non Allouées») et, avec les Actions de Classe I Non Allouées, les «Actions de Classe I/J Non Allouées»), chacune avec une valeur nominale d'un centime de US dollar (USD 0,01) chacune pouvant être divisée en séries ou sous-groupes supplémentaires.

L'autorisation des Actions de Classe I/J Non Allouées (et toute autorisation donnée au Gérant y relative) sera valable jusqu'au jour du cinquième anniversaire de la date de la publication au Mémorial de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue le 22 novembre 2013.

Le Gérant, ou tout(s) délégué(s) dûment nommé par le Gérant, pourra de temps à autre émettre des Actions de Classe I/J Non Allouées dans les limites du capital social autorisé mais non émis en contrepartie d'apports en numéraire, d'apports en nature ou par voie d'incorporation de réserves disponibles, aux moments et selon les termes et les conditions, y compris le prix d'émission, que le Gérant ou son/ses délégué(s) pourra(ont) décider de manière discrétionnaire et ce sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants. Les actionnaires autorisent le Gérant à renoncer à, supprimer ou limiter tout droit préférentiel de souscription des actionnaires prévu par la loi dans la mesure où il juge cette renonciation, suppression ou limitation utile pour toute(s) émission(s) d'Actions de Classe I/J Non Allouées dans les limites du capital social autorisé mais non émis.

Toute prime d'émission disponible sera librement distribuable et ne pourra être attachée à une classe ou catégorie d'actions en particulier.

Les Actions de Commandité seront détenues par Silver II GP S.à r.l. étant l'actionnaire commandité («Actionnaire Commandité») et le Gérant de la Société.»

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver la réduction du capital social émis de la Société de cent deux mille neuf cent vingt-neuf US dollars cinquante-quatre cents (USD 102.929,54) pour un montant de deux US dollars vingt-quatre cents (USD 2,24) pour le porter à cent deux mille neuf cent vingt-sept US dollars trente cents (USD 102.927,30) par le rachat de vingt-huit (28) actions de chaque classe d'action de A-3 à H-3, chacune ayant une valeur nominale de USD 0.01 de M. James MacLean, étant un actionnaire de la Société, et d'approuver l'annulation subséquente de vingt-huit (28) actions ayant une valeur nominale de USD 0,01 chacune pour un prix total de rachat de vingt-neuf mille cent vingt US dollars (USD 29.120) et paiement en espèces d'un tel prix de rachat à M. James MacLean.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société tel qu'indiqué sous le point B de l'ordre du jour.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société émis à sa charge en raison de la réduction du capital sont estimés à mille cent euro (EUR 1.100,-).

Le notaire instrumentant, comprenant et parlant l'anglais, déclare que sur la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait à Luxembourg, à la date précisée ci-avant.

Après lecture du présent acte, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. ESTEVES, C. PERSONNE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 juillet 2015. Relation: DAC/2015/11247. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 08 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112580/241.

(150120745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

CETP II Imola Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 163.486.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juillet 2015.

CETP II Imola Finance S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015112979/12.

(150121207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 198.257.

—
STATUTEN

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of July.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Swiss Life Investment Management Holding AG, an Aktiengesellschaft incorporated and existing under the laws of Switzerland, registered with the Handelsregister des Kantons Zürich under number CHE-112.304.772, having its registered office at c/o Swiss Life AG, General-Guisan-Quai 40, 8002 Zürich, Switzerland,

here represented by Mrs. Simone Baier, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Zurich, on 3 July 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS, which shall be organised as a société en commandite simple (S.C.S.) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and which shall further to its establishment be re-qualified as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisée) to be governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, and to act as its general partner and statutory manager with unlimited liability, in order to control and manage the investment program(s) of Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS, including through the holding of participations in, and the acting as general partner and statutory manager with unlimited liability of (i) Swiss Life German CRE Office and Retail SCS, which shall be organised as a société en commandite simple (S.C.S.) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and (ii) Swiss Life German CRE Residential SCS, which shall be organised as a société en commandite simple (S.C.S.) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, it being understood that the entities mentioned in items (i) and (ii) shall be established as indirect subsidiaries of Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS. The Company may further hold participations in, and act as general partner with unlimited liability of, any Related Fund (as such term is defined from time to time in the limited partnership agreement of Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS) of Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS established under the laws of Luxembourg from time to time for the purpose of investing alongside Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS.

2.2 In connection thereto, the Company may also hold interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

2.3 The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, in the context and for the purpose of organising, supporting and/or furthering the activities of the entities listed under article 2.1. above

2.4 The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes, in the context and for the purpose organising, supporting and/or furthering the activities of the entities listed under article 2.1. above

2.5 The Company may in addition generally carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes in connection with the investment activities of the entities listed under article 2.1. above

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of October of each year and shall end on the thirtieth of September of the next year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable

reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 30 September 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Swiss Life Investment Management Holding AG, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.-.

Resolutions of the incorporating shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Stephan Thaler, born on 10 August 1962 in Basel, Switzerland, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - (ii) Vincent Charuel, born on 28 January 1978 in Saint-Quentin, France, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; und
 - (iii) Uwe Druckenmüller, born on 21 June 1961 in Albstadt-Ebingen, Germany, with professional address at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, am sechsten Juli.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

Swiss Life Investment Management Holding AG, eine nach schweizerischem Recht gegründete und bestehende Aktiengesellschaft, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich unter der Nummer CHE-112.304.772, mit eingetragenem Sitz in c/o Swiss Life AG, General-Guisan-Quai 40, 8002 Zürich, Schweiz,

hier vertreten durch Frau Simone Baier, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 3. Juli 2015, ausgestellt in Zürich.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche folgende Satzung haben soll:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS, welche als dem luxemburgischen Recht unterliegende Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet, und nachfolgend in einen dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds unterliegenden spezialisierten Investmentfonds umgewandelt werden soll. Die Gesellschaft soll insbesondere als Komplementärin und Geschäftsführerin mit unbeschränkter Haftung die Investitionsprogramme der Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS kontrollieren und verwalten, unter anderem durch das Halten von Beteiligungen an, und die Handlung als Komplementärin und Geschäftsführerin mit unbeschränkter Haftung von, (i) Swiss Life German CRE Office and Retail SCS, welche als dem luxemburgischen Recht unterliegende Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet werden soll, und (ii) Swiss Life German CRE Residential SCS, welche als dem luxemburgischen Recht unterliegende Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet werden soll, vorausgesetzt und verstanden, dass die unter (i) und (ii) genannten Gesellschaften als indirekte Tochtergesellschaften der Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS gegründet werden. Die Gesellschaft kann weiterhin Beteiligungen an jedem von Zeit zu Zeit zum Zweck der Durchführung von Parallelinvestitionen unter dem Recht Luxemburgs gegründeten Verbundenen Fonds der Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS (im Sinne der diesem Begriff im Gesellschaftsvertrag der Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS zugeschriebenen Bedeutung) halten und als Komplementärin und Geschäftsführerin mit unbeschränkter Haftung eines solchen Verbundenen Fonds handeln.

2.2 In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft weiterhin Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form von Investition halten, Wertpapiere jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise erwerben, sowie für deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, agieren.

2.3 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen, und zwar insbesondere im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der unter Artikel 2.1. genannten Gesellschaften.

2.4 Die Gesellschaft kann im Zusammenhang mit und zum Zweck der Organisation, Unterstützung und Förderung der Aktivitäten der unter Artikel 2.1. genannten Gesellschaften in jeder Form Gelder aufbringen, inklusive mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen und Schuldscheinen.

2.5 Die Gesellschaft kann weiterhin alle Tätigkeiten kaufmännischer und finanzieller Natur vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke und im Zusammenhang mit den Investitionstätigkeiten der unter Artikel 2.1. genannten Gesellschaften förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder einem sonstigen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesell-

schafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares

Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober eines jeden Jahres und endet am dreißigsten September des nächsten Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden von Swiss Life Investment Management Holding AG, vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Der Preis für die so gezeichneten Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) Euro wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800.-geschätzt.

Beschlüsse der Gründungsgesellschafterin

Die Gründungsgesellschafterin, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Stephan Thaler, geboren am 10. August 1962 in Basel, Schweiz, geschäftsansässig in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

(ii) Vincent Charuel, geboren am 28. Januar 1978 in Saint-Quentin, Frankreich, geschäftsansässig in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

(iii) Uwe Druckenmüller, geboren am 21. Juni 1961 in Albstadt-Ebingen, Deutschland, 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: S. BAIER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 7 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21064. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. Juli 2015.

Référence de publication: 2015112599/559.

(150121188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

PIT D Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.561.144,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 130.006.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of June,

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of five hundred sixty-six thousand five hundred fifty-four euro seventyeight cent (EUR 566,554.78), having its registered office at 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 121720 (the "Shareholder"), hereby represented by Me Anne Mauske, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on 29 June 2015.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of PIT D Lux S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of one million two hundred sixty-seven thousand five hundred euro (EUR 1,267,500), having its registered office at 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Register of Commerce and Companies under number B 130006 (the "Company"), incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 4 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1868 of 3 September 2007 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 130006. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 31 March 2009 pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Associations number 882 of 24 April 2009.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To change the nominal value of the shares from twenty-five euro (EUR 25) to one euro (EUR 1).

2 To increase the Company's share capital by an amount of one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four euro (EUR 1,293,644) so as to raise it from its present amount of one million two hundred sixty-seven thousand five hundred euro (EUR 1,267,500) to two million five hundred sixty-one thousand one hundred forty-four euro (EUR 2,561,144).

3 To issue one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four (1,293,644) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, having such rights and privileges as set out in the articles of association of the Company.

4 To accept subscription for these new shares and to accept payment in full for such new shares by a contribution in cash.

5 To amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation, in order to reflect the above resolutions.

6 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to change the nominal value of the shares from twenty-five euro (EUR 25) to one euro (EUR 1).

Second resolution

The Shareholder resolved to increase the Company's share capital by an amount of one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four euro (EUR 1,293,644) so as to raise it from its present amount of one million two hundred sixty-seven thousand five hundred euro (EUR 1,267,500) to two million five hundred sixty-one thousand one hundred forty-four euro (EUR 2,561,144).

Third resolution

The Shareholder resolved to issue one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four (1,293,644) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1), having such rights and privileges as set out in the articles of association of the Company.

Subscription - Payment

Thereupon has appeared the Shareholder, represented as mentioned above.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the Shareholder for the number of shares mentioned hereafter and to make payment in full for each such new shares thus subscribed by contribution in cash (the "Contribution"), for the amount mentioned hereafter:

Subscriber	Number of shares	Nominal value	Amount paid in
Shareholder	1,293,644	EUR 1	EUR 1,293,644
Total	1,293,644	EUR 1	EUR 1,293,644

The Contribution thus represents a contribution in aggregate amount of one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four euro (EUR 1,293,644).

Proof of such payment has been given to the undersigned notary and the amount of one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four euro (EUR 1,293,644) is now at the disposal of the Company.

Thereupon, the Shareholder resolves (i) to accept the said subscription and payment, (ii) to allot the one million two hundred ninety-three thousand six hundred forty-four (1,293,644) new shares as stated above, and (iii) to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

Fourth resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation, which will from now on read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at two million five hundred sixty-one thousand one hundred forty-four euro (EUR 2,561,144) represented by two million five hundred sixty-one thousand one hundred forty-four (2,561,144) shares with a par value of one euro (EUR 1) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at two thousand four hundred euro (EUR 2,400).

The undersigned notary knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with Us, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin,

Par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie les lois du Luxembourg, dont le capital social est fixé à cinq cent soixante-six mille cinq cent cinquante-quatre euros soixante-dix-huit centimes (EUR 566.554,78), ayant son siège social au 37A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121720 (l'«Associé»),

représentée aux fins des présentes par Maître Anne Mauske, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privée donnée à Luxembourg, le 29 juin 2015.

Ladite procuration restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter qu'il est associé unique associé de PIT D Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les du Luxembourg, dont le capital social est fixé à un million deux cent soixante-sept mille cinq cents euros (EUR 1.267.500), ayant son siège social au 37A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130006 (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 4 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1868 du 3 septembre 2007 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130006. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 31 mars 2009 en vertu d'un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 882 du 24 avril 2009.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-dessus, ayant reconnu avoir été dûment et complètement informé des résolutions à adopter sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Modification de la valeur nominale des parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25) à un euro (EUR 1).

2 Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre euros (EUR 1.293.644) pour le porter de son montant actuel d'un million deux-cent soixante-sept mille cinq cents euros (EUR 1.267.500) à deux millions cinq cent soixante-et-un mille cent quarante-quatre euros (EUR 2.561.144).

3 Émission d'un million deux-cent soixante-sept mille cinq cents (1.267.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune ayant les droits et privilèges tels que prévus dans les statuts de la Société.

4 Acceptation de la souscription de ces parts sociales nouvelles et acceptation de la libération intégrale de ces parts sociales nouvelles par apport en numéraire.

5 Modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

6 Divers.

a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé unique a décidé de convertir la valeur nominale des parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25) à un euro (EUR 1).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre euros (EUR 1.293.644) pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent soixante-sept mille cinq cents euros (EUR 1.267.500) à deux millions cinq cent soixante et un mille cent quarante-quatre euros (EUR 2.561.144).

Troisième résolution

L'Associé a décidé d'émettre un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre (1.293.644) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune ayant les droits et privilèges tels que prévus dans les statuts de la Société.

Souscription - Paiement

Ensuite a comparu l'Associé, représenté comme ci-dessus mentionné.

Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé pour le nombre de parts sociales mentionné ci-après et libérer intégralement ces parts sociales nouvelles par un apport en espèces (l'«Apport»), pour le montant mentionné ci-après:

Souscripteur	Nombres de parts sociales	Valeur nominale	Montant libéré
Associé	1.293.644	EUR 1	EUR 1.293.644
Total	1.293.644	EUR 1	EUR 1.293.644

L'Apport représente ainsi un apport d'un montant total d'un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre euros (EUR 1.293.644).

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant et le montant d'un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre euros (EUR 1.293.644) est désormais à la disposition de la Société.

L'Associé a alors décidé (i) d'accepter ladite souscription et le paiement, (ii) d'attribuer les un million deux cent quatre-vingt-treize mille six cent quarante-quatre (1.293.644) nouvelles parts sociales comme indiqué ci-avant, et (iii) constater la réalisation de l'augmentation de capital.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier premier paragraphe de l'article 6 des statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital social est fixé à deux millions cinq cent soixante et un mille cent quarante-quatre euros (EUR 2.561.144), représenté par deux millions cinq cent soixante et un mille cent quarante-quatre (2.561.144) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société en raison de cette augmentation de capital sont estimés à deux mille quatre cents euros (EUR 2.400).

Le notaire soussigné qui connaît l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: A. Mauske, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 3 juillet 2015. GAC/2015/5630. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112532/169.

(150120867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg IIA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 198.278.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth, day of June at 2.30 p.m. in the Grand-Duchy of Luxembourg time (CET);

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared,

Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, a société à responsabilité limitée (Private limited liability company) duly formed and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 200,000 having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 172.888,

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, appearing in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) which is hereby incorporated.

Title I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is "Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg IIA".

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property or rights as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit. The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including companies or entities in which the Company has a direct

or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, advance or grant in favor of third parties any security or guarantee to secure the obligations of the same, as well as borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Schuttrange, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad.

Title II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) divided into 2,000 (two thousand) Shares with a nominal value of USD 10 (ten US Dollars) each, fully paid-up, herein collectively as the "Shares" and individually as the "Share".

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

Art. 7. Voting Rights. Each Share is entitled to an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to such shareholder's ownership of Shares.

Art. 8. Indivisibility of Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per Share.

Art. 9. Transfer of Shares. The Shares are freely transferable among shareholders of the Company or where the Company has a sole shareholder.

Transfers of Shares to non-shareholders are subject to the prior approval of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares shall be transferred by instrument in writing in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 10. Redemption of Shares. The Company may redeem its own Shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

Title III - Management

Art. 11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers constituted by two different types of managers, namely type A managers and type B managers.

No manager needs be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one type A manager and one type B manager.

The sole or any manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

Art. 13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Meetings of the board of managers shall be held within the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg and allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or represented by proxyholder at least one type A manager and at least one type B manager.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of the majority of the managers present or represented by proxyholder including the affirmative vote of at least one type A manager and at least one type B manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Art. 14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability in relation with any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles, by reason of his function as a manager of the Company.

Title IV - Shareholder meetings

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by the statutory auditor or the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholder resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receives prior to its written vote and in writing by any suitable communication means, the whole text of each resolution to be approved.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually within the Grand-Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Thursday of February or on the following business day if such day is a public holiday.

Title V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts on September 1st each year and ends on August 31th of the following year.

Art. 18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, (i) to the general shareholders meeting, when the holding of such shareholders meetings is compulsory pursuant to article 16 above, or (ii) in writing to all the shareholders when the holding of such shareholders meetings is not compulsory.

Art. 19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the Shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

Art. 23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration.

After payment of all the debts of the Company, including the expenses of liquidation and the repayment of the share capital to each of the shareholders, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) proportionally to the Shares they hold.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 17 above, the first financial year of the Company starts today and will end on August 31st, 2015.

Subscription - Payment

All the 2,000 (two thousand) Shares representing the entire share capital of the Company have been entirely subscribed by Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, named above, and fully paid up in cash, therefore the amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.-

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, acting as sole shareholder representing the entirety of the subscribed share capital passed the following resolutions:

1) Mr. Monsieur Christian JOLIVET, born on June 24, 1962 in Montréal, Canada and residing professionally at 5, Place Ville-Marie, Suite 1700, Montréal, QC H3B 0B3, Canada is appointed as type A manager of the Company for an undetermined duration;

- Mr. Olivier DORIER, born on September 25th, 1968 in Saint-Remy, France, residing professionally at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Stewart KAM-CHEONG, born on July 22nd, 1962 in Port Louis, Mauritius, residing professionally at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg are appointed as type B managers of the Company for an undetermined duration.

2) The registered office of the Company shall be established at 6C, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned Notary, have set hand and seal in the city of Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the holder of the power of attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour de juin à 14.00 heures au Grand-Duché de Luxembourg (CET);

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidant à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu,

Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 200.000 USD, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.888,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration paraphée ne varietur par la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Ladite partie comparante, agissant en qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg IIA».

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets, marques et licences ou tout autre titre de propriété ou droits que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part à toutes transactions y compris financières ou commerciales, d'accorder à toute société ou entité appartenant au même groupe de sociétés que la Société ou affiliée d'une façon quelconque avec la Société, incluant les sociétés ou entités dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre forme d'intérêt, tout concours, prêt, avance, ou de consentir au profit de tiers des sûretés ou des garanties afin de garantir les obligations des sociétés précitées, ainsi que d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir par tous moyens le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société pourra prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune de Munsbach par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital. Le capital social est fixé à 20.000 USD (vingt mille Dollars américains), divisé en 2.000 (deux mille) Parts Sociales d'une valeur nominale de 10 USD (dix Dollars américains) chacune et sont chacune entièrement libérées, ici collectivement les «Parts Sociales» et individuellement la «Part Sociale».

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 7. Droits de vote. Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

Art. 8. Indivisibilité des Parts Sociales. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale.

Art. 9. Transfert des Parts Sociales. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés de la Société ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de Parts Sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, donné en assemblée générale.

Les cessions de Parts Sociales sont constatées par acte écrit conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 10. Rachat des Parts Sociales. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III - Gérance

Art. 11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants. Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société sera gérée par un conseil de gérance qui sera alors composé de deux catégories différentes de gérants, à savoir des gérants de type A et des gérants de type B.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de type A et un gérant de type B.

Le gérant unique ou chaque gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

Art. 13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas être un gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, est donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé, par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, s'ils sont initiés depuis le Grand-Duché de Luxembourg et permettant à

l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, au moins un gérant de type A et au moins un gérant de type B sont présents en personne ou représentés.

Lors d'une réunion du conseil de gérance de la Société valablement tenue, les résolutions dudit conseil sont prises par un vote de la majorité des gérants présents ou représentés incluant le vote favorable d'au moins un gérant de type A et d'au moins un gérant de type B.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux constituant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société et conformément aux Statuts.

Titre IV - Assemblée générale des associés

Art. 15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doit faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance, à défaut par le commissaire ou le conseil de surveillance s'il existe. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu par écrit, par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou tout autre lieu indiqué dans la convocation, le troisième jeudi de février ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

Art. 17. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} septembre de chaque année et se termine le 31 août de l'année suivante.

Art. 18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels sera soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés (i) à l'assemblée générale des associés, lorsque la tenue d'une telle assemblée est obligatoire en vertu de l'article 16 ci-dessus, ou (ii) par écrit à tous des associés lorsque la tenue d'une telle assemblée n'est pas obligatoire.

Art. 19. Bénéfice. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est alloué par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de le distribuer proportionnellement aux Parts Sociales qu'ils détiennent, de le reporter ou de le transférer dans une réserve distribuable.

Art. 20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance constitué de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommés par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination.

Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations. Après paiement de toutes dettes, y compris les dépenses relatives à la liquidation et le remboursement du capital social aux associés, le boni de liquidation sera distribué aux associés proportionnellement aux Parts Sociales qu'ils détiennent.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17 mentionné au-dessus, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 août 2015.

Souscription - Paiement

L'intégralité des 2.000 (deux mille) Parts Sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société a été entièrement souscrite par Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, prénommée, et a été intégralement libérée en numéraire. Le montant de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à 1.300,- EUR.

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, Acquisitions Cogeco Cable Luxembourg II, agissant en sa qualité d'associé unique, représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1) M. Christian JOLIVET, né le 24 juin 1962 à Montréal, Canada et résidant professionnellement au 5, Place Ville-Marie, Suite 1700, Montréal, QC H3B 0B3, Canada

est nommé gérant de type A de la Société pour une période indéterminée.

- M. Olivier DORIER, né le 25 septembre 1968 à Saint-Remy, France, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Stewart KAM-CHEONG, né le 22 juillet 1962 à Port-Louis, Ile Maurice, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg

sont nommés gérants de type B de la Société pour une période indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 6C, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 juin 2015. Relation GAC/2015/5473. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 08 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112775/428.

(150121962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Zantek Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 168.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113778/9.

(150121562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Skipper Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 215.821,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 138.229.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113656/10.

(150121750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Irocy Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 5.050.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.324.

En date du 8 Juin 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Martin Paul Galliver, du poste de gérant de classe B avec effet au 22 mai 2015;

- Nomination de Angeliki Alafi, née le 1^{er} septembre 1979 à Athènes, Grèce et ayant pour adresse professionnelle le 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au poste de gérant de classe B avec effet au 23 mai 2015 et pour une durée déterminée de 6 ans et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2020, qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Irocy Finance S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2015112266/18.

(150120335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Pathway Finance, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.709.

Il est porté à la connaissance de tous que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2015113508/11.

(150121805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Synapse Logistique Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.503.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de CDS International Limited, gérant de la Société a été transféré à l'adresse suivante: Hambro House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 3ED. La société est enregistrée à présent au Guernsey Registered Company sous le numéro 58044.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juillet 2015.

Synapse Logistique Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015113624/17.

(150120943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung, Fondation.

Siège social: L-7540 Berschbach, 47, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg G 149.

Comptes annuels 31 décembre 2014

Table des matières

	Page
- Rapport du Réviseur d'entreprises agréé	1
- Bilan	3
- Compte de profits et pertes	4
- Annexe aux comptes annuels	5

Rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2014 de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung, comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier

et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Fondation Lëtzebuurger Blannevereenegung au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Le 17 avril 2015.

Luxembourgeoise d'Audit et de Révision S.à r.l.

Réviseur d'entreprises agréé

Marc Meyers

Partner

Bilan au 31/12

ACTIF	2014	2013
	EUR	EUR
C. Actif immobilisé (3)		
I. Immobilisations incorporelles		
2. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et val. similaires:		
a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.1.3	11 028,50	0,00
	<u>11 028,50</u>	<u>0,00</u>
II. Immobilisations corporelles		
1. Terrains et constructions	16 484 241,70	17 552 134,91
3. Autres installations, outillage et mobilier	891 115,63	811 832,75
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	3 487 055,75	1 039 320,50
	<u>20 862 413,08</u>	<u>19 403 288,16</u>
III. Immobilisations financières		
1. Parts dans des entreprises liées	25 000,00	25 000,00
5. Titres et autres instruments financiers ayant le caractère d'immobilisations	14 369 372,40	6 894 372,40
	<u>14 394 372,40</u>	<u>6 894 372,40</u>
D. Actif circulant		
II. Créances		
1. Créances résultant de ventes et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	205 926,83	209 706,42
2. Créances sur des entreprises liées		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	61 861,34	62 043,74
4. Autres créances		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1 133 654,40	795 423,91
	<u>1 401 442,57</u>	<u>1 067 174,07</u>
III. Valeurs mobilières et autres instruments financiers		
3. Autres valeurs mobilières et autres instruments financiers	108 263,56	0,00
	<u>108 263,56</u>	<u>0,00</u>
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	2 955 645,44	10 925 240,25

	2 955 645,44	10 925 240,25
E. Comptes de régularisation (4)	36 549,13	89 937,73
	<u>39 769 714,68</u>	<u>38 380 012,61</u>
PASSIF	2014	2013
	EUR	EUR
A. Capitaux propres (5)		
I. Capital souscrit	21 455 193,02	21 455 193,02
4. Autres réserves	1 597,88	1 544,01
V. Résultats reportés	7 134 237,87	4 984 369,90
VI. Résultat de l'exercice	933 085,90	2 149 867,97
VIII Subventions d'investissement en capital	<u>7 740 746,10</u>	<u>7 815 530,13</u>
	37 264 860,77	36 406 505,03
C. Provisions		
3. Autres provisions	<u>0,00</u>	<u>35 000,00</u>
	0,00	35 000,00
D. Dettes non subordonnées		
4. Dettes sur achats et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	384 435,70	246 204,60
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
a) Dettes fiscales	395 942,50	349 521,93
b) Dettes au titre de la sécurité sociale	865 691,72	510 818,30
9. Autres dettes		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	<u>854 448,58</u>	<u>831 612,75</u>
	2 500 518,50	1 938 157,58
E. Comptes de régularisation (6)	<u>4 335,41</u>	<u>350,00</u>
	39 769 714,68	38 380 012,61

Compte de profits et pertes au 31/12

CHARGES	2014	2013
	EUR	EUR
1. Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	1 419 289,83	1 477 024,43
2. Autres charges externes (7)	1 005 942,21	953 884,65
3. Frais de personnel		
a) Salaires et traitements (8)	13 049 629,12	12 007 493,94
b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements	1 970 440,97	1 825 242,06
4. Corrections de valeur		
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	1 580 092,71	1 567 540,26
b) sur éléments de l'actif circulant	0,00	858,60
5. Autres charges d'exploitation	215 186,37	208 175,85
10. Charges exceptionnelles	10 691,56	11 782,75
13. Profit de l'exercice	<u>933 085,90</u>	<u>2 149 867,97</u>
	20 184 358,67	20 201 870,51
PRODUITS	2014	2013
	EUR	EUR
1. Montant net du chiffre d'affaires	17 409 974,40	17 506 021,02
4. Reprises de corrections de valeur		
b) sur éléments de l'actif circulant	8 621,30	0,00
5. Autres produits d'exploitation (9)	2 624 197,58	2 406 420,07
8. Autres intérêts et autres produits financiers		
b) autres intérêts et produits financiers	132 023,69	163 716,27
10. Produits exceptionnels	<u>9 541,70</u>	<u>125 713,15</u>
	20 184 358,67	20 201 870,51

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2014

1. Généralités. La Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung (ci-après la «Fondation») résulte du changement de la dénomination de la Fondation de l'Association des Aveugles et des statuts suivant acte notarié du 5 novembre 2007.

La Fondation a pour principal objet l'amélioration du sort des déficients visuels et la défense de leurs intérêts.

En vue de réaliser son objet, la Fondation peut exercer à l'égard des déficients visuels le rôle de conseiller; elle peut prodiguer aide et assistance morales et matérielles, à l'exclusion de tout soutien financier. Elle veille à leur orientation professionnelle, à leur éducation, ainsi qu'à leur insertion dans la vie active.

La Fondation peut créer, reprendre et gérer toutes oeuvres et structures, prendre toutes initiatives et participations, acquérir tous les biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de son objet.

La Fondation peut acquérir, recevoir, posséder, emprunter, aliéner, ester en justice, faire tous actes et transactions en relation et dans les limites de son objet et de ses missions, telles que définies par les présents statuts.

La Fondation peut accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires dans les conditions prévues par l'article 36 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle peut accepter des subsides privés et publics.

L'adresse de la Fondation a changé en raison du redressement de certaines sections cadastrales de la commune de Mersch.

Le siège social de la Fondation est établi au 47, rue de Luxembourg, L-7540 Rollingen/Mersch. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

La durée de la Fondation est illimitée.

La présentation des comptes annuels comparés des exercices 2014 et 2013 est celle de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung.

Ces comptes comprennent:

- le bilan qui résume la situation patrimoniale de l'ensemble des éléments gérés par la Fondation;
- le compte de profits et pertes respectivement le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'année selon leur destination;
- l'annexe qui complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de profits et pertes.

2. Principes, règles et méthodes d'évaluation.

2.1. Principes généraux

Suite à l'introduction du plan comptable uniformisé du secteur social, certains reclassements ont été effectués sur les comptes annuels au 31 décembre 2013 afin de permettre une comparabilité des exercices.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg.

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés conformément aux principes comptables et règles d'évaluation décrites ci-après.

2.2. Principales règles d'évaluation

2.2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au prix d'acquisition historique qui comprend les frais accessoires ou au prix de revient, pouvant comporter une partie des coûts indirects, déduction faite des corrections de valeur. A l'exception des terrains et des autres immobilisations corporelles, les corrections de valeur sont calculées de façon linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée. Les taux linéaires appliqués sont compris entre 3% et 25%

Lorsque la Fondation considère qu'un actif immobilisé a subi une diminution de valeur de nature durable, une réduction de valeur complémentaire est effectuée de manière à refléter cette perte. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.2.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement composées de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date de clôture du bilan, si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

2.2.3. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

2.2.4. Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition, incluant les frais accessoires et déterminé selon leur valeur de marché. Les valeurs mobilières sont enregistrées dans la devise de préparation des comptes annuels.

Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

La valeur de marché correspond:

- au dernier cours disponible le jour de l'évaluation pour les valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un autre marché réglementé.

2.2.5. Avoirs en banques, avoir en compte de chèque postaux, chèque et encaisse

Les avoirs en banques sont inscrits à leur valeur nominale à la date de clôture des comptes annuels.

2.2.6. Comptes de régularisation actif

Ce poste comprend les charges enregistrées avant la date de clôture et imputables à un exercice ultérieur. Les charges sont indiquées à leur valeur nominale. Cette rubrique comprend également les intérêts courus non échus.

2.2.7. Capitaux propres

Sous les capitaux propres on retrouve les rubriques suivantes:

- fonds associatifs;
- fonds dédiés sur subventions;
- résultats reportés;
- le résultat de l'exercice;
- subventions d'investissement et d'équipement.

Les fonds dédiés sont constitués des ressources affectées par les donateurs ou testateurs à des programmes d'intervention de la Fondation, qui n'ont pas encore été utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard.

2.2.8. Dettes

Les dettes sont indiquées à leur valeur de remboursement.

2.2.9. Comptes de régularisation passif

Ce poste comprend les produits perçus durant l'exercice et qui sont imputables à un exercice ultérieur.

2.2.10 Conversion des postes en devises

La Fondation tient ses livres comptables en euros («EUR») et les comptes annuels sont établis dans la même devise.

Les immobilisations corporelles et incorporelles exprimées dans une devise autre que l'euro sont converties en euros au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. À la date de clôture, ces immobilisations restent converties au cours de change historique.

Les avoirs en banques sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes annuels. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Seules les pertes de change latentes sont enregistrées au compte de profits et pertes. Les gains de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation. Les gains de change latents ne sont donc pas enregistrés au compte de profits et pertes.

3. Actif immobilisé. En 2012 la Fondation a repris les parts de la Résidence pour personne âgées Hertha Winandy S.à r.l. à leur valeur d'émission, soit 125 parts à EUR 100 correspondant au capital de EUR 12.500.

Le 12.11.2008 la Fondation a constitué la société Bieschbecher Atelier S.à r.l. au capital de EUR 12.500 entièrement souscrit et libéré par la Fondation. L'objet de cette société est la reprise de l'activité du Bieschbecher Atelier à partir de l'exercice 2009 en lieu et place de la Fondation.

Pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2014, l'évolution des actifs immobilisés s'analyse comme suit (exprimés en EUR):

Evolution des Immobilisations incorporelles

	Licences informatiques
Valeurs brutes au début de l'exercice	0,00
Entrées au cours de l'exercice	12 604,00
Sorties au cours de l'exercice	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	12 604,00
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00
Dotations de l'exercice	1 575,50
Reprises de l'exercice	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	1 575,50
Valeurs nettes à la fin de l'exercice	EUR 11 028,50

Evolution des immobilisations corporelles

	Terrains	Agencements et aménagement de terrains	Constructions	Autres installations, outillage et mobilier et matériel roulant	Acomptes versés et immobilisations corp. en cours	TOTAL
Valeurs brutes au début de l'exercice	718 760,20	931 295,35	32 130 347,17	2 882 616,57	1 039 320,50	37 702 339,79
Entrées au cours de l'exercice	0,00	15 522,11	260 377,70	324 698,63	2 447 735,25	3 048 333,69
Sorties au cours de l'exercice	0,00	0,00	29 841,37	0,00	0,00	29 841,37
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	718 760,20	946 817,46	32 360 883,50	3 207 315,20	3 487 055,75	40 720 832,11
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	684 750,82	15 543 516,99	2 070 783,82	0,00	18 299 051,63
Dotations de l'exercice	0,00	62 504,22	1.270.597,24	245 415,75	0,00	1.578.517,21
Reprises de l'exercice	0,00	0,00	19.149,81	0,00	0,00	
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	747 255,04	16 794 964,42	2 316 199,57	0,00	19 858 419,03
Valeurs nettes à la fin de l'exercice EUR	718 760,20	199 562,42	15 565 919,08	891 115,63	3 487 055,75	20 862 413,08

Evolution des immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées	Titres ayant le caractère d'immobilisations	TOTAL
Valeurs brutes au début de l'exercice	25 000,00	6 869 372,40	6 894 372,40
Entrées au cours de l'exercice	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00
Sorties au cours de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	25 000,00	14 369 372,40	14 394 372,40
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Dotations de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Reprises de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes à la fin de l'exercice EUR	25 000,00	14 369 372,40	14 394 372,40

Au 31 décembre 2014, les titres ayant le caractère d'immobilisations ont une valeur de marché de EUR 14.410.037,50

4. Compte de régularisation actif. Au 31 décembre 2014 et 2013, le compte de régularisation actif de la Fondation se décompose de la manière suivante (exprimé en EUR):

	2014	2013
Intérêts courus sur valeurs mobilières de placement	0,00	51.681,13
Assurances	27.954,04	25.555,91
Formations	2.980,00	5.000,00
Autres	5.615,09	7.700,69
TOTAL	36.549,13	89.937,73

5. Capitaux propres. Les capitaux propres ont dès l'origine de l'Association des Aveugles et Malvoyants en 1955 été alimentés par les apports et les résultats des exercices, déduction faite de montants affectés à divers comptes de réserves. Ils se chiffrent à EUR 37.264.860,77 au 31.12.2014 pour EUR 36.406.505,03 l'année précédente.

5.1. Fonds associatifs

Au 31 décembre 2014 les fonds propres de la Fondation s'élèvent à EUR 21.455.193,02.

5.2. Fonds dédiés

Au 31 décembre 2014 les fonds dédiés sont constitués de EUR 1.597,88 alloués à des projets.

5.3. Subventions d'investissement en capital

Pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2014, l'évolution des subventions d'investissement s'analyse comme suit (exprimées en EUR):

	2014	2013
Valeurs brutes au début de l'exercice	15.877.829,17	15.877.829,17
Entrées au cours de l'exercice	577.728,10	0,00
Sorties au cours de l'exercice	0,00	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	16.455.557,27	15.877.829,17
Amortissements au début de l'exercice	8.062.299,04	6.732.583,38
Dotations de l'exercice	652.512,13	664.857,83
Reprises de l'exercice	0,00	0,00
Amortissements à la fin de l'exercice	8.714.811,17	8.062.299,04
Valeurs nettes à la fin de l'exercice	EUR 7.740.746,10	7.815.530,13

6. Compte de régularisation passif. Au 31 décembre 2014 et 2013, le compte de régularisation passif de la Fondation se décompose de la manière suivante (exprimé en EUR):

	2014	2013
Loyers	860,00	350,00
Autres	3.475,41	0,00
TOTAL	4.335,41	350,00

7. Autres charges externes. Au 31 décembre 2014 et 2013, les autres charges externes se détaillent comme suit (exprimées en EUR):

	2014	2013
Loyers et charges locatives	132.915,28	149.520,49
Sous-traitance, entretiens et réparations	519.216,81	485.573,13
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	63.445,48	55.905,90
Primes d'assurances	33.939,56	35.238,10
Frais de marketing et de communication	82.944,89	81.930,44
Personnel extérieur à l'entreprise	3.910,00	17.981,83
Charges externes diverses	169.570,19	127.734,76
TOTAL	1.005.942,21	953.884,65

8. Frais de personnel. L'effectif moyen était de 248 en 2014 et de 240 en 2013.

9. Autres produits d'exploitation. Au 31 décembre 2014 et 2013, les autres produits d'exploitation se détaillent comme suit (exprimés en EUR):

	2014	2013
Subventions d'exploitation	1 926 028,20	1.681.187,81
Indemnités d'assurance touchées	10.657,25	0,00
Subvention d'investissement en capital	652.512,13	664.857,83
Reprises sur provisions d'exploitation	35.000,00	60.374,43
TOTAL	2.624.197,58	2.406.420,07

Récapitulatif budget ordinaire 2015

HOME DEPENSES	-16 685 726 €
HOME RECETTES	17 367 920 €
RESULTAT HOME	682 194€
FONDATION DEPENSES	-676 432 €
FONDATION RECETTES	995 000 €
RESULTAT FONDATION	318 568 €

BBF DEPENSES	-525 441 €
BBF RECETTES	370 000 €
RESULTAT BBF	-155 441 €
BA _t DEPENSES	-41 500 €
BA _t RECETTES	0€
RESULTAT BA _t	-41 500 €
SANS MAISON RELAIS	
TOTAL RECETTES	18 732 920 €
TOTAL DEPENSES	-17 929 099 €
RESULTAT GLOBAL	803 821 €
MAISON RELAIS	
MAISON RELAIS DEPENSES	-1 764 591 €
MAISON RELAIS RECETTES	1 755 091 €
RESULTAT	-9 500 €
TOTAL AVEC MAISON RELAIS	
TOTAL RECETTES	20 488 011 €
TOTAL DEPENSES	-19 693 690 €
RESULTAT	794 321 €

Référence de publication: 2015112179/368.

(150121547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Miremar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 30, rue J.-P. Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 60.591.

Les comptes annuels au 31.12.2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113422/9.

(150121512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Premier Cru Multi Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 75.337.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue le 30 juin 2015

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg , Président;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg;

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg;

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2020:

- AUDIEX S.A., Société Anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015113519/21.

(150121092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.